

Grand Paris Express : l'Etat doit respecter sa parole

Communiqué de Marie-Hélène Amiable, maire de Bagneux (92), concernant le financement de Grand Paris Express, le mercredi 3 octobre 2012 : <http://www.elunet.org/spip.php?article23095>

La décision du gouvernement de ne pas inscrire dans la loi de programmation budgétaire 2013-2015, le milliard d'euros nécessaire au financement du Grand Paris Express doit être revue !

Déjà début 2012, sous la présidence de N. Sarkozy, le Grand Paris Express avait fait les frais des politiques de réduction des dépenses publiques.

Il ne serait pas compréhensible qu'un gouvernement de gauche agisse de la même manière alors que les habitants, les salariés et les entreprises de notre région ont tant besoin d'une amélioration de leurs conditions de transport.

C'est urgent pour le quotidien, c'est urgent pour réduire les inégalités territoriales, c'est urgent pour lutter contre la pollution et les gaz à effet de serre qui asphyxient la planète.

La remise en cause du financement de la Société du Grand Paris constituera à coup sûr un des thèmes forts de la réunion publique qui aura lieu dans notre ville le 16 octobre dans le cadre de la concertation avec la population sur ce projet.